

Les relations Russie-Vatican à l'épreuve de l'Ukraine



Article rédigé par *Frédéric Le Moal*, le 13 mai 2014

La crise ukrainienne menace les relations entre Rome et Moscou, qui avaient tendance à se réchauffer. Or dans ce rapport de force religieux et géopolitique, l'Église gréco-catholique se retrouve aux côtés du patriarcat de Kiev pour défendre l'orientation pro-occidentale du mouvement de Maïdan. Le pape cherche à défendre la paix à tout prix.

VLADIMIR POUTINE est porteur d'un projet géopolitique précis. Loin de vouloir reconstituer l'URSS dans ses frontières d'avant 1991, il aspire d'une part à restaurer la puissance internationale de la Russie – c'est-à-dire sa capacité à défendre ses intérêts et à imposer sa volonté aux autres États – et d'autre part à reconstituer l'ancien empire russe, sous une forme certes plus modeste qu'avant 1917.

Le projet mondialiste des États-Unis, hostiles à tout renforcement de l'influence russe, constitue son principal ennemi. Il recherche donc des soutiens afin de favoriser l'installation d'un monde multipolaire contre Washington. Le Vatican, puissance morale renforcée, en constitue un. Mais l'Ukraine a toujours été une pomme de discorde entre Rome et Moscou, et le redevient dans le contexte de la crise actuelle qui perturbe le rapprochement opéré sous le pontificat de Benoît XVI.

Rappelons tout d'abord qu'à côté du clivage ethnico-linguistique qui divise l'Ukraine, il en existe un autre, de nature religieuse. La majorité des Ukrainiens est orthodoxe, mais répartie en deux Églises. La première, l'Église orthodoxe ukrainienne, relève du patriarcat de Moscou, tandis que la seconde, le patriarcat orthodoxe de Kiev, s'en est détachée en 1991, dans une démarche d'indépendance par rapport aux Russes.

L'autre grand groupe religieux rassemble les gréco-catholiques autour du siège historique de leur archevêché à Lviv avant son installation à Kiev en 2005. De rite oriental gréco-byzantin, ceux-ci reconnaissent l'autorité du pape romain. Aux côtés d'eux, on trouve une minorité de catholiques de rite latin, d'origine polonaise.

Cette division religieuse correspond aux vicissitudes de l'histoire ukrainienne et à sa difficile position géographique entre les mondes catholique et orthodoxe, entre les empires austro-hongrois et russe. Elle s'inscrit en outre dans les fractures géopolitiques du pays. Si l'Église orthodoxe ukrainienne regarde vers l'Est et Moscou, les autres se tournent vers l'Europe, afin d'échapper à l'étreinte russe.

Le temps des tensions

Pendant la Guerre froide, la papauté s'intéresse de très près aux communautés religieuses survivant de l'autre côté du rideau de fer. Jean XXIII multiplie les efforts pour la libération du chef de l'Église gréco-catholique ukrainienne martyrisée, Mgr Slipyj. Quant à Jean-Paul II, convaincu que le catholicisme et l'orthodoxie constituent les deux poumons de la chrétienté, il voit dans ces peuples un levain pour la résistance spirituelle au totalitarisme. Or la fin de la Guerre froide marque le début d'une crispation entre le Vatican et le patriarcat de Moscou.

Le patriarche russe Alexis II, héritier du concept de la Troisième Rome que la Russie est censée incarner, ne cache pas son hostilité pour ce pape venu de Pologne. Ce pays est en effet considéré comme le fer de lance du prosélytisme catholique, depuis toujours acharné à conquérir et à convertir la Sainte Russie.

Au début des années 1990, le soutien du Vatican à l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie contre la Serbie n'arrange rien. Le paroxysme des tensions est atteint lors de la visite de Jean-Paul II en Ukraine, en juin 2001. Les fidèles lui réservent un chaleureux accueil, d'autant plus que le pape reconnaît toute la valeur de la liturgie gréco-catholique, mais sans s'engager au sujet de la principale revendication de Mgr Husar : la transformation de son Église en patriarcat installé à Kiev.

Depuis Moscou, Alexis II fulmine contre ce voyage perçu comme le point d'orgue d'une campagne de prosélytisme contre l'orthodoxie, d'autant plus que l'Ukraine représente, aux yeux des Russes, le berceau religieux de leur pays, car le prince Vladimir y adopta le christianisme byzantin en 988. Les incidents se multiplient par la suite : la création de quatre nouveaux diocèses catholiques en Russie (février 2002) entraîne de vives protestations du patriarcat et l'annulation de la visite prévue à Moscou du cardinal Kasper, à l'époque président du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens ; ou le renvoi en Pologne de Mgr Jerzy Mazur, évêque du diocèse de Saint-Joseph à Irkoutsk (avril 2002).

Tout cela se déroule au moment où Vladimir Poutine amorce sa politique de restauration de la puissance de la Russie. L'exaltation de l'orthodoxie, comme vecteur identitaire et ciment de la nation russe, occupe une place centrale dans son programme politique. Son attachement à la défense des valeurs traditionnelles et surtout son hostilité aux États-Unis le poussent à regarder du côté du Vatican. Face au projet mondialiste des Américains, fruit de la pensée libérale et protestante, Rome et Moscou doivent s'unir.

Les efforts en faveur de la paix, lors de la guerre du Kosovo en 1999, sont bien vus à Moscou. Deux rencontres entre Jean-Paul II et le président russe se déroulent au Palais apostolique, en 2000, puis en 2003. Mais autant la nationalité du pape que la tentative avortée de créer un patriarcat gréco-catholique à Kiev en 2003 empêchent un réel dégel.

La convergence russo-vaticane

L'élection de Benoît XVI en 2005 change la donne. Elle se déroule à l'époque où les relations américano-russes se dégradent fortement. Les révolutions colorées portent en Ukraine comme en Géorgie des gouvernements pro-occidentaux, favorables à l'intégration de leur pays dans l'UE et dans l'OTAN. Poutine y voit l'expression d'une politique agressive destinée à encercler la Russie et à la rejeter le plus à l'Est possible.

À ce combat géopolitique s'ajoute une lutte renforcée en faveur des valeurs traditionnelles, abandonnées par l'Occident mais ardemment défendues par Poutine. Ce dernier partage avec le patriarche Alexis II, puis son successeur à partir de 2010, Cyrille I^{er}, la conviction que l'Occident sombre dans la décadence. La Russie doit être protégée d'une telle influence, que l'installation d'une démocratie libérale ne manquerait pas de favoriser.

Dans une telle atmosphère, l'intronisation de Benoît XVI intéresse le Kremlin.

Avec un pape allemand, pays avec lequel la Russie est historiquement le plus proche en Europe, un dégel avec le Vatican renforcerait l'axe Berlin-Moscou construit par Schröder et Poutine depuis des années. Ajoutons à cela les excellentes relations existant entre ce dernier et Silvio Berlusconi, le chef du gouvernement italien d'alors...

En outre, la lutte de Benoît XVI contre le relativisme, pour la restauration de l'identité catholique de l'Église, indissociable de celle en faveur de la beauté liturgique, plaît aux orthodoxes, convaincus d'assister à la fin de la tentation protestante à laquelle les catholiques ont cédé depuis les années 1970.

D'ailleurs, les violentes attaques dont le pape est l'objet de la part de la grande presse étatsunienne du Nord-Est, épicerie de la pensée anglo-saxonne, protestante et progressiste, créent un climat favorable au rapprochement. Le temps du réchauffement est venu.

Des pas gigantesques sont donc réalisés pendant le pontificat de Benoît XVI. Des rencontres au sommet se déroulent, avec Cyrille avant son accession au patriarcat le 27 janvier 2009, puis avec son successeur au Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou, le métropolite Hilarion.

Rome est ainsi assurée du soutien de l'Église orthodoxe dans son combat contre la déchristianisation de l'Europe, « non plus en tant que concurrente mais en tant qu'alliée ».

De son côté, Benoît XVI enterre la pomme de discorde ukrainienne en renvoyant *sine die* la question du patriarcat gréco-catholique.

Les liens étroits que Poutine et Cyrille I^{er} entretiennent ne laissent guère de doutes sur la convergence de leurs pensées à propos de cette question politico-religieuse. Le président russe marche de concert avec le patriarche. Pour preuve, sa rencontre avec Benoît XVI le 13 novembre 2007, prélude à l'établissement de relations diplomatiques officielles entre la Russie et le Vatican, le 4 décembre 2009 : évènement historique inouï !

Le refus du Saint-Siège de reconnaître l'indépendance du Kosovo, proclamée en 2008, compte sans doute beaucoup dans les bonnes dispositions russes. Dimitri Medvedev fait lui aussi le voyage à Rome, en février 2011.

C'est avec le pape François que la convergence géopolitique atteint son paroxysme au moment de la crise en Syrie, à l'été 2013.

Cyrille I^{er} et François partagent les mêmes angoisses pour le sort des chrétiens d'Orient martyrisés. La fin du pouvoir de Bachar el Assad entrainerait l'installation d'un pouvoir islamiste sunnite dont ni Rome ni Moscou ne veulent. François s'élève avec force contre l'intervention militaire à laquelle les Occidentaux semblent se décider.

Au pire moment de la crise, le 4 septembre, il écrit à Poutine – qui préside le G8 et endosse le rôle de protecteur des chrétiens d'Orient autrefois partagé avec la France – pour le conjurer de sauver la paix, tandis que Cyrille I^{er} effectue une identique démarche auprès d'Obama, le 11 septembre. Une rencontre réunit Poutine et François, le 25 novembre suivant, avec comme thèmes de discussion la coordination des diplomaties, la coopération culturelle, la défense des valeurs traditionnelles.

Il ne manque plus que la rencontre historique entre le pape de Rome et le patriarche de Moscou pour parachever ce rapprochement. L'insistance de François à se proclamer « évêque de Rome » est d'ailleurs de nature à rassurer les orthodoxes, très sourcilleux sur la question de la primauté du siège de Pierre.

Retour du schisme ?

Mais déjà la convergence russo-vaticane commence à se lézarder. Et c'est de nouveau en Ukraine que se situe l'épicentre du séisme. Aux yeux de Cyrille I^{er} et de Poutine, sa déstabilisation est l'œuvre de l'Occident. Il n'est pas question de perdre ce pays sans lequel la Russie est expulsée d'Europe. Or, dans ce rapport de force religieux et géopolitique, l'Église gréco-catholique se retrouve aux côtés du patriarcat de Kiev pour défendre l'orientation pro-occidentale du mouvement de Maïdan.

Le patriarcat de Moscou n'a plus aucun doute : ces deux Églises, dont l'une dépend de Rome, se sont lancées dans une croisade anti-russe. Le climat se refroidit dès la fin du mois de décembre 2013, avec la publication d'un document du patriarcat de Moscou réaffirmant avec fermeté son refus de la primauté de l'évêque de Rome sur l'Église universelle.

La chute de Viktor Ianoukovitch (protecteur de l'Église orthodoxe ukrainienne) et la radicalisation de la crise n'arrangent rien. Le 26 avril 2014, le nouveau Premier ministre ukrainien, de confession gréco-catholique, Arseni Iatseniouk est reçu au Vatican par le pape lui-même. Cette marque d'estime, propre à légitimer le nouveau pouvoir – ce que refuse d'admettre la Russie – s'inscrit dans la volonté pontificale de sauvegarder la paix civile et internationale, mais n'est pas du goût de Moscou qui accuse Rome de ne pas tenir ses distances avec les gréco-catholiques.

Il est bien évidemment trop tôt pour percevoir la portée de la crise ukrainienne sur les relations russo-vaticanes.

Sur le fond, la convergence autour des valeurs morales, du conservatisme (aucunement remis en cause par le pape François malgré les espoirs médiatico-progressistes) et d'une approche multipolaire des questions internationales continue de jouer en faveur du lien entre le Vatican et la Russie poutinienne.

Le conflit aux marges de l'Europe révèle en tout cas la permanence sous-jacente des tensions historiques entre les sièges de Rome et de Moscou, et la difficulté pour Poutine d'intégrer le Saint-Siège dans son combat géopolitique. C'est certain, le pape poursuivra ses efforts pour la paix. Son appel, le jour de Pâques, à une pacification confirme son orientation en ce sens.

Frédéric Le Moal enseigne la géopolitique et l'histoire des relations internationales (Institut Albert-le-Grand). Il a participé au volume *Approches de la Géopolitique. De l'Antiquité au XXIe siècle*, sous la direction d'Hervé Coutau-Bégarie et de Martin Motte (Economica, 2013).
